

LE MOUVEMENT AUTONOME DE LA LUTTE DE CLASSE ET L'ENCADREMENT SYNDICAL ET/OU POLICIER

Les grèves de 2005 que nous allons évoquer brièvement, bien qu'elles se soient déroulées dans différents Etats européens et dans des industries différentes présentent des caractéristiques communes. Celles-ci peuvent illustrer comment la lutte de classe, lorsqu'elle échappe aux règles de l'exploitation du travail se heurte à un moment ou à un autre à des forces répressives dont le seul but est de la canaliser vers ces règles légales auxquelles elle tendait à échapper.

- Grève sauvage à Heathrow, principal aéroport de Londres Avant d'aborder ce conflit de classe, soulignons qu'il illustre parfaitement l'interdépendance, sous le capitalisme moderne de toutes les activités, de sorte que le blocage d'un secteur apparemment secondaire dans le procès de production bloque rapidement toute une activité essentielle avec des conséquences hors de proportion avec le conflit Une simple chronologie de cette lutte peut montrer son déroulement : 1997, British Airways (BA), une des principales compagnies aériennes mondiales, prise dans le cercle infernal de la compétition internationale, sous-traite à tour de bras dont son activité " restauration " (préparation des plateaux repas) à Gate Gourmets (GG), firme internationale entre les mains d'un groupe financier américain Texas Pacific Group pour qui la rentabilité maximum est la seule considération. Comme d'habitude BA " vend " en même temps ses travailleurs.

Avril 2004, le personnel au sol d'Heathrow (enregistrement et bagagistes) accepte un accord signé par le syndicat T&G qui évite de justesse une grève : mais il subsiste un grand mécontentement car, pendant les six jours qui suivent, s'installe une sorte de grève perlée qui fait annuler plus de 100 vols. Le contrat qui lie GG à BA est si draconien que GG veut imposer à ses 2.000 travailleurs de l'aéroport d'Heathrow une modification des conditions d'exploitation (salaires, rythme de travail...). Comme il y a des résistances, notamment de la part des travailleurs ex-BA, des discussions sont entamées avec le syndicat T&G . GG, dans la perspective d'un affrontement inévitable imagine un plan qui, d'une part poussera les récalcitrants (en majorité des indiens sikhs) à la grève sauvage ce qui permettra leur licenciement " légal " et d'autre part assume secrètement la formation de jaunes (essentiellement des précaires venus de l'Est européen) destinés à prendre la place des licenciés Le syndicat T&G est impliqué dans ces débats :début 2005 un premier accord a été rejeté par les travailleurs de GG.

Lundi 8 août 2005, 200 travailleurs de GG rejettent une nouvelle proposition de réforme de conditions de travail. acceptée par le syndicat. Mardi 9 août un piquet de grève de 100 travailleurs GG bloque la sortie des repas.

Mercredi 10 août , la grève est totale à GG. La direction de GG lance un ultimatum de reprise aux grévistes qui sont tous (667) licenciés légalement pour grève sauvage et expulsés manu militari du site GG.

Jeudi 11 août, 9 h du matin, BA annonce : pas de repas et distribue des tickets restaurants à ses voyageurs Jeudi 11 août 14h , au terminal 1 , toute la zone marchandise de BA se met en grève sauvage Jeudi 11 août 14h30 : la grève sauvage s'étend aux terminaux 3 et 4 chez tous les bagagistes de BA (qui n'est pas présent au terminal 2) (les bagagistes sont en majorité membres de la même communauté asiatique , parfois parents, des travailleurs de GG) Jeudi 11 août, 15h15, BA annonce l'annulation de la totalité de ses vols et loge comme elle peut les dizaines de milliers de passagers laissés sur place. BA tente en même temps de faire pression sur GG pour résoudre " son " problème.

Vendredi 12 août, 17 h, Intervention du leader national de T&G qui réussit avec l'annonce d'une reprise des pourparlers avec GG à faire cesser la grève sauvage de BA. Le trafic aérien de BA ne reprendra que progressivement tant la désorganisation a eu des répercussions sur tous les aéroports

mondiaux.

Lundi 15 août : 1.000 travailleurs de GG reprennent le travail, mais les 637 restent licenciés. GG offre d'en reprendre 100 mais en aucun cas 200 " fauteurs de trouble " ne seront réintégrés. En septembre, les choses en sont toujours à peu près au même point alors que le syndicat T&G poursuit les discussions tout en utilisant son appareil syndical pour une solidarité " virtuelle " et financière et pour une " pression " sur le gouvernement travailliste pour une abrogation des lois Thatcher, ce que Blair, le premier ministre n'a nullement l'intention de faire. 12 septembre, 700 travailleurs de GG seraient prêts à prendre l'offre négociée par T&G d'un départ indemnisé (entre 6.000 et 12.000 £ , de 9.000 à 18.000 euros), offert par GG aux 1.400 non grévistes et 667 licenciés. Mais les choses sont plus complexes car GG ne veut pas réembaucher les " 200 meneurs " et ne veut pas voir partir les plus qualifiés (BA verse chaque semaine 2 millions de livres (3 millions d'euros) pour que les repas continuent d'être servis. Moralité : l'intervention du leader national de T&G a eu pour seul but d'empêcher que s'étende la grève sauvage de solidarité non seulement à Heathrow, mais aussi, de son aveu aux autres aéroports britanniques. Egalement de se protéger contre une application des lois Thatcher qui pouvait les faire condamner au minimum à de très lourdes amendes

Usine Rolls Royce de Bristol (Pays de Galles, Grande Bretagne) Dans le précédent bulletin, nous avons parlé de la grève sauvage de 100 travailleurs de l'atelier de contrôle de cette usine qui avaient fait annuler toutes sanctions contre deux travailleurs accusés d'avoir dormi pendant l'équipe de nuit. Mais l'affaire a rebondi neuf jours plus tard avec le licenciement du shop steward principal de l'atelier (convenor). L'atelier est entré de nouveau en grève sauvage dans l'espoir que celle-ci s'étendrait à l'ensemble de l'usine et des autres usines Rolls Royce du pays. Après six semaines, désavoués par l'appareil du syndicat T&G qui a orienté la défense du licencié vers une solution " légale ". Ce dernier reste licencié mais sera payé jusqu'en mars prochain et recevra une indemnité 100.000£ (150.000 euros) . Aucune sanction ne sera prise contre les grévistes et ils recevront deux semaines de salaires. Là aussi, l'intervention syndicale a orienté le mouvement contre une extension ayant pu conduire à la réintégration du sanctionné.

Usine Nestlé à St-Menet près de Marseille (Bouches-du-Rhône). Nous reviendrons sur ce conflit qui n'est pas entièrement terminé, mais dont on peut prévoir la fin. La fermeture de l'usine pour juin 2005, annoncée en mai 2004, avait déclenché une grande combativité des 427 travailleurs. Mais les syndicats, notamment la CGT veillaient au grain, essayant et réussissant à émousser cette combativité par l'orientation vers les voies légales (un mélange d'action politique et syndicale sans risques autour d'un Groupement de défense), notamment en dénonçant dès le début les " casseurs " éventuels (un souvenir de Cellatex) et en poursuivant toute une procédure juridique d'un combat légal d'arrière - garde. Là aussi, la voie syndicale légale est la plus sûre garante du triomphe de la logique capitaliste.

Centre de tri de Bègles près de Bordeaux Nous avons également évoqué dans le dernier bulletin, en la comparant avec une situation identique dans les postes britanniques où une grève sauvage qui menaçait de s'étendre avait obtenu l'annulation de toutes sanctions, ce qui était survenu au centre de tri de Bègles où l'amorce d'une grève spontanée de défense contre l'arrestation et les sanctions de postiers suite à une séquestration s'était rapidement transformée dans des actions syndicales sporadiques et l'orientation vers le processus " normal " de recours contre des sanctions. Dans une inefficacité totale. Nous reviendrons aussi sur les suites de cette lutte

DES LUTTES DE PARTOUT DANS LE MONDE

***AERONAUTIQUE**

USA

7/9/2005 - 18.400 ouvriers qualifiés de Boeing entament leur 7ème jour de grève, bloquant totalement les chaînes de montage de trois usines de la côte ouest desquelles aucun avion n'a pu sortir. La grève a été votée à 86% et concerne essentiellement les cotisations d'assurance maladie et la sécurité d'emploi ©

AGRICULTURE - AGRIBUSINESS

EQUATEUR

*20/4/2005 - Depuis plusieurs mois, les 132 travailleurs agricoles de la plantation Maria Teresa dans la province d'El Oro sont en grève pour avoir le paiement des salaires légaux et des prestations sociales (théoriquement, le salaire est de 143\$ (110 euros) mais ils ne sont payés qu'entre 80 et 140\$, les femmes ne percevant que 60 à 70% du salaire des hommes) Ayant voulu constituer un syndicat, leur lutte se perd dans des complications juridiques levées tant par leur employeur que par les autorités (Réseau Solidarité) ETATS-UNIS

*24/3/2005 - 75 prisonniers de Maryland Corectional Institute - Hagerston ont un job permanent dans les murs : ils conditionnent entre 20 et 25 tonnes de viande par semaine qui est distribuée dans un certain nombre d'établissements publics de l'Etat. Les couteaux sont enchaînés sur les tables de coupe... (The Sun) ALLEMAGNE

*23/5/2005 - Des annonces de recrutement par des sociétés fictives attirent les travailleurs hongrois ou polonais avec promesse d'un salaire de 800 euros mensuels. Aucune qualification requise. Véhiculés en bus jusqu'à de vraies casernes attenantes au lieu de travail en Allemagne avec des faux papiers , ils sont affectés au conditionnement de la viande pour des industriels allemands de la viande.. Cette viande vendue dans les magasins hard-discount serait même non conforme aux règles sanitaires et serait qualifiée de " Russenfleisch " (viande pour les Russes). Les travailleurs , pour lesquels le "patron " défalquerait tous frais, ne toucheraient réellement que 4 euros de l'heure. D'après des estimations, dans l'industrie de la viande, seul un salarié sur neuf serait payé directement pas son entreprise. Le système envahirait aussi d'autres branches industrielles comme le bâtiment, la restauration et même l'automobile (Audi) FRANCE

*juin - juillet 2005 - Dans les Bouches-du-Rhône l'agriculture locale emploie dans des conditions illégales, mais avec la complicité des autorités des saisonniers logés le plus souvent dans des conditions extrêmement sommaires. Le 12 juillet, des cueilleurs de fruits se sont mis en grève pour avoir le paiement des heures supplémentaires et ont finalement obtenu satisfaction. Là aussi leurs conditions de travail et de rémunération qui faisait d'eux de véritables esclaves étaient bien connues des contrôleurs du travail. (M, L)

AUTOMOBILE

ITALIE

*15/6/2005 - La grève des chauffeurs de camions pour le transport d'automobiles (voir précédent bulletin) a fait chuter en mai de 25% les ventes de voitures Fiat. Fiat envisageait de réintégrer cette activité sous-traitée dans son empire © BELGIQUE

*15/6/2005 - Autour de l'usine Ford de Genk (Limbourg) , un " parc d'entreprises " regroupe les

sous-traitants, reconstituant, sous des statuts juridiques différents et des salaires et conditions de travail très inférieurs à ceux de l'usine mère, l'entité industrielle d'il y a cinquante ans. Chez Decima Bel Plas, 2ans d'intérim avant un contrat fixe, pas de chauffage, pas de vestiaires, pas de pause communes seulement individuelles à la volonté du chef, permission pour aller aux toilettes où on est suivi par un contremaître montre en mains. Même situation chez les autres sous-traitants. En 2003 Ford a introduit, en vue du licenciement de 3.000 ouvriers, un système de points, pénalisant selon le nombre de congés maladie. Les sous-traitants ont imité. SML (prémontage des moteurs) introduit début 2005 un système comptabilisant congés maladie, retards, avertissements. Chez la plupart, les salaires oscillent entre 9 et 12 euros de l'heure. (SW)

*8/6/2005 - La centaine de travailleurs de l'usine JST (connecteurs) à Kampenhout (Flandre) occupe l'usine dès qu'est annoncé sa fermeture par la direction japonaise.. Un des managers débarque et annonce que la décision est rapportée et que des négociations vont être entamées (SW)
FRANCE

7/9/2005 - Toyota embauche à son usine d'Onnaing (Nord) (2.800 travailleurs dont 750 en CDI) en décembre pour le lancement d'une nouvelle voiture. Un millier de nouveaux exploités répartis, en toute flexibilité 1/3 en CDI, 1.3 en CDD, 1/3 en intérim ce qui permettra de pallier les aléas de la production. Les postulants certainement nombreux (15% de chômage avoué dans cette région de Valenciennes subiront une formation de six semaines, ce qui permettra de faire le tri entre les candidats à l'éjection, à la précarité ou à un boulot fixe. (M, C)

7/9/2005 - Flexibilité - PSA (Peugeot-Citroën), usine d'Aulnay-sous-Bois (banlieue nord de Paris) (voir précédents bulletins), 500 intérimaires dont 100 de l'équipe de nuit remerciés et 650 CDI de nuit réaffectés sur d'autres postes ou d'autres sites du groupe. Diminution des coûts de production par la suppression du travail de nuit donc des primes de nuit .Promesse d'intégrer 100 intérimaires en CDI à la fin de l'année. On peut se demander si ces grandes manoeuvres ne sont pas la réponse à la grève de mars dernier (voir bulletin d'avril) ©

*8/9/2003 - Usine Smart de Hambach (Moselle) : les fonds d'investissements font pression sur le groupe propriétaire Daimler- Chrysler pour liquider l'usine dont les résultats financiers sont trop médiocres (on parle de 700 licenciements sur 2.200 travailleurs) © Etats-Unis *- 27/6/2005 - En 2004, la filiale pièces détachées de General Motors, Delphi conclut un accord avec le syndicat de l'automobile UAW , pour l'embauche de nouveaux ouvriers à 23\$ de l'heure (17 euros), moins de la moitié du salaire horaire des ouvriers en fonction membres de l'UAW. Alors qu'il vient encore de déclarer que les ouvriers de Delphi sont trop payés en salaires et en avantages (maladie et retraite), le PDG , qui touche un salaire annuel de 850.000\$ (700.000 euros) vient de se voir attribuer pour ses exploits dans l'exploitation du travail, un bonus de 1,8 million de dollars (1,2 millions d'euros)

*27/5/2005 - Va-t-on vers une reconcentration dans l'automobile ? Après l'éclatement vers la sous-traitance et les " externalisations, après les " parcs d'entreprises sous-traitantes " accolées à l'usine mère pour les besoins de la production à flux tendus, voici l'absorption d'un gros sous-traitant par la maison mère pour cause de rentabilité : Visteon , sixième équipementier mondial créé par Ford réintègre la maison mère avec ses 24 usines et ses 17.400 travailleurs. Ce qui ne se fera pas sans restructurations et licenciements. (M) ALLEMAGNE

*24/6/2005 - Pour réduire ses coûts de 10% et améliorer la qualité ; Volkswagen impose à ses sous-traitants de " partager la peine et le profit " c'est à dire de fournir une meilleure qualité et de vendre moins cher. Les travailleurs eux aussi " partageront " plus de harcèlement pour la " qualité " et le serrage de ceinture pour les "coûts " (FT)

BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS.

QATAR

*10/9/2005 - 600 ouvriers du bâtiment (Indiens, Pakistanais, Népalais) exploités dans cet Etat du Golfe travaillant pour quatre multinationales du BTP se sont lancés dans une grève illégale avec manifestation devant l'ambassade de l'Inde qui finalement a été reconnue comme légale en référence à la nouvelle constitution : ils ont obtenu le paiement de salaires arriérés, la promesse de régularisation des permis de séjours et le remise de la carte leur donnant droit à l'assurance maladie (sur une population de 740.000 habitants, seulement 150.000 sont des nationaux du Qatar, le reste, essentiellement, est des esclaves venant de toute l'Asie du Sud-est (SW) FRANCE

*7/9/2005 - La valse des exploiters a fait que Terreal - tuiles et briques - (2.300 travailleurs dans 22 sites dont 1.700 dans 14 usines en France) est passé il y a deux ans de l'empire Saint- Gobain à des fonds d'investissements Carlyle et Emazeo pour 400 millions d'euros et recédé aujourd'hui à un autre fonds LBO France pour 860 millions. En grève illimitée, les 2.300 travailleurs demandent des miettes du pactole, une prime de 1.300 euros et la garantie d'emploi. © EGYPTE

novembre 2004 : dans l'usine Ura-Misr au Caire, on fabrique des canalisations en fibrociment ; aucune précaution, aucune information dans la manipulation de l'amiante avec du matériel obsolète en mauvais état et dans des locaux jamais nettoyés. Depuis 1993, 8 travailleurs sont décédés du cancer. Leur salaire, au maximum 37,50 euros mensuels.. Un comité syndical et les 52 travailleurs tentent de faire appliquer une réglementation minimum. En vain. L'usine reste fermée plusieurs fois et depuis la dernière fermeture en septembre 2004, les salaires restent impayés et tous les travailleurs ont été licenciés. Des procès sont toujours en cours. (Réseau Solidarité)

COMMUNICATIONS - MEDIAS

GRANDE-BRETAGNE

*13/8/2005 - Tous les journaux de Coventry ne paraissent plus depuis le 2 août à cause de la grève de 45 journalistes pour les salaires (salaire de début, 11.500£ par an) : revendication, :800£ par an pour une parité avec les journalistes de Birmingham (SW)

*11/7/2005 - Une grève sauvage de 1.500 postiers de Northampton (150.000 habitants), centre nord-ouest de Londres) contraint après 5 jours la direction à retirer un plan de restructuration qui, selon les instructions officielles visait à réduire les coûts de fonctionnement du centre de 4% (suppression d'heures sup, extension du tri aux facteurs, déroutage du courrier sur d'autres centres, etc...). La grève avait éclaté dans l'équipe de nuit du jeudi 7 juillet s'était étendue à toutes les autres équipes et à trois autres centres de la région. Elle menaçait de s'étendre encore plus notamment au centre national de Crick qui est crucial pour tout le réseau national (47 millions d'objets triés par jour). Le moment était aussi bien bien choisi car Royal Mail devait assurer sans délai la mise en place de la diffusion d'Harry Potter dans tout le Royaume-Uni. (SW) FRANCE

*21/6/2005 - 33 postiers du Centre courrier des Deux-Lions à Tours en grève totale pour demander le départ du chef de l'établissement que personne ne peut plus supporter tant dans l'organisation du travail que dans les relations hiérarchiques (Nouvelle République)

*5/9/2005 - Entre 40 à 60 travailleurs d'un entrepôt des magasins Leclerc à Savigny-le-Temple (banlieue est de Paris) sont en grève depuis le 30/8 contre le licenciement de deux d'entre eux pour irrégularité dans le travail. L'entrepôt qui approvisionne tous les magasins Leclerc de la région tournerait à 40% ©

DISTRIBUTION

GRANDE BRETAGNE

27/7/2005 - Grève de trois jours pour les salaires des 538 travailleurs d'un centre de distribution (Washington, Tyne and Wear, région de Newcastle) de la chaîne de supermarchés Asda (filiale de Wal-Mart). Les travailleurs sont munis d'un dispositif qui leur donne constamment des ordres et enregistre instantanément tous leurs faits et gestes en temps et en lieu (SW) FRANCE

*4/6/2005 - La distribution devient de plus en plus un élément central de la concurrence capitaliste et ceux qui n'ont pas ou n'ont pas pu s'adapter sont impitoyablement éliminés. Avec bien sûr, l'élimination des travailleurs pris dans cette tourmente sans pouvoir y faire grand-chose. Ainsi en est-il d'un des derniers " grands magasins " parisiens, la Samaritaine, racheté en 2001 par la multinationale de luxe, LVMH mais dont les ventes ont baissé depuis de plus de 40%. Le prétexte de la présence d'amiante pour fermer l'ensemble des immeubles concernés en plein centre de Paris des 734 travailleurs (pas encore reclassés) laisse planer le soupçon d'une juteuse opération immobilière (L , M)

*21/6/2005 - Les 20 travailleurs sur 33 du dépôt des Virgin Megastores parisiens en grève depuis un mois (voir précédent bulletin) sont restés isolés et ont dû, sommés par le tribunal le 13 juin de lever le blocage qu'ils avaient entamé le 6 jin., reprendre le travail sans avoir rien obtenu (L)

ELECTRONIQUE - AUTOMATISATION - INFORMATIQUE

MONDE

*27/6/2005 - Plan de départ dans le monstre IBM (malgré des profits en hausse de 11%) (voir précédent bulletin) après une succession de plans sociaux, de filialisations, de baisses de salaires et une dégradation des conditions de travail. Pour la France une première fournée de 800 suppressions d'emplois. Quelques grèves ont ponctué l'annonce du plan le 23 mai mais elle n'ont pas fait modifier les modalités habituelles des préretraites, départs volontaires, etc...Dans le même temps, BM annonce la création de 24.000 emplois en Inde © FRANCE

*29/6/2005 -SR Microélectronique délocalise en Asie et supprime ailleurs 3.000 emplois dont 1.000 en France. Le PDG de la multinationale tente, comme d'habitude, de rassurer les travailleurs de l'usine de Tours en annonçant d'abord le sacrifice des intérimaires et des CDD soit la moitié, mais cela ne fera pas l'économie d'autres suppressions de postes ; en tout cas cela divise les travailleurs sous différents statuts et brise toute combativité éventuelle. (Nouvelle République)

8/9/2005 - La multinationale Hewlett-Packard licencie 14.500 travailleurs dans le monde dont 500 sur 5.200 en France. 300 travailleurs des usines de Grenoble et l'Isle d'Abeau (Isère) sont en grève d'une journée autour d'un plan social © JAPON

Le groupe d'électronique Sanyo veut supprimer 14.000 emplois (15% des effectifs mondiaux de 96.000 exploités) dans le cadre d'une restructuration pour faire face à la compétition acharnée dans le secteur d'appareils photos numériques et autres gadgets. (M) IRLANDE

*août 2005 - Des polonais embauchés par une agence polonaise sous contrat polonais sont expédiés pour travailler dans un centre de distribution des supermarchés Tesco : ils sont sous-payés, mais il leur est imposé des normes de travail largement supérieures à celles exigées des travailleurs irlandais faisant le même travail. Ils se mettent en grève mais sont licenciés. Une chaîne de solidarité de piquets devant les supermarchés Tesco en Grande Bretagne et même en Pologne tente d'alerter les multiples travailleurs oeuvrant dans de telles conditions et de défendre les licenciés (C)

ENERGIE -MINES

AFRIQUE DU SUD

*août 2005 - 100.000 mineurs des mines d'or (Anglo Gold, Gold Fields, Harmony, South Deep) après cinq jours de grève pour leurs salaires, (la première depuis 18 années) obtiennent une augmentation de 6 à 7% (salaire moyen ,380 euros mensuels). Trois quarts d'entre eux vivent dans des hôtels pour célibataires, à six par chambre et 33.000 ont perdu leur emploi dans des restructurations au cours des deux années passées (S) CHINE

*17/9/2005 - Explosion dans une mine du Shanxi (ouest de Beijing) : 17 morts. La mine avait été fermée par le gouvernement central pour insécurité (comme 7.000 autres en août dernier) mais avait continué à fonctionner sous les autorités locales ignorant les injonctions centrales (comme c'est souvent le cas) Rien que dans le Shanxi, durant les 7 premiers mois de 2005, on a décompté 90 accidents de mines assassinant 316 mineurs. Le 7/8/, dans le Guangdong, 123 mineurs avaient péri noyés dans une mine exploitée "illégalement". © FRANCE

7/9/2005 - Une fuite de gazole due plus au manque d'entretien qu'à la négligence à la raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône) entraînant la responsabilité de Total, la trust pétrolier veut sanctionner 4 lampistes coupables, paraît-il de ne pas avoir " respecté les procédures ". Dès l'annonce des sanctions l'équipe de nuit arrête le travail le mardi 6 à 20 heures ; la grève s'étend à toute la raffinerie et à 5 des 6 raffineries du groupe. La grève cesse sur intervention syndicale et les palabres n'arrivent qu'à une modulation des sanctions ; une mise à pied de 10 jours pour les quatre incriminés et la mutation de trois d'entre eux sur d'autres sites. ©

8/9/2005 - Pour protester contre la hausse du prix des carburants, des actions diverses : blocages routiers de paysans et transporteurs en Côte-d'Or, des transporteurs au Mans. Blocage du dépôt pétrolier de Lucciani (Corse) par les chauffeurs de camions-citernes contre le licenciement d'un des leurs victime d'un accident © ETATS-UNIS

*22/6/2005 -Le 23 mars dernier, une explosion dans une raffinerie BP du Texas tua 15 ouvriers et en blessa plus de 170. Tour en faisant porter la responsabilité du désastre sur son personnel, BP trouva de plus deux boucs émissaires en licenciant deux de ses travailleurs. Ceux-ci attaquent BP en diffamation... (FT)

ESCLAVAGE -IMMIGRES DE PARTOUT

BANGLADESH

* Le 4 juin 2005 28 jeunes du Bangladesh furent rapatriés de Jordanie sans un sou après avoir travaillé pendant six mois dans une usine de confection. Ils avaient protesté contre la nourriture pourrie qu'on leur servait alors qu'ils travaillaient 15 à 16 heures pas jour sans recevoir de paie ;.115 jeunes avaient été ainsi envoyés dans cette usine par une agence locale Golden View International et avaient dû payer pour ce faire entre 120.000 et 175.000 takas (entre 1.500 et 2.000 euros) (Hotline Newsletter) FRANCE

*août 2005 - 13 travailleurs polonais, salariés de la firme polonaise , sous-traitante de la française Gestal, sous-traitante d'Alstom sur le chantier naval de Saint-Nazaire étaient exploités, en dépit de leur contrat jusqu'à 55 et 60 heures par semaine, sans heures sup payées : manifs, grève de la faim et soutien local ont contraint Gestal à payer 3.000 euros de salaires de retard. Le même scénario s'était déjà produit en mars avec des travailleurs polonais recrutés par le même négrier Kliper. Leur lutte leur avait fait payer des arriérés mais ils avaient été renvoyés en Pologne et remplacés par ceux qui doivent se battre aujourd'hui (S) GHANA

*5/7/2005 - Dans cet Etat déjà pauvre, ont afflué des immigrés venant des pays alentour encore plus pauvres, ruinés notamment pas la mondialisation de l'agriculture et des quelques industries

locales. Beaucoup se concentrent à Accra, la capitale pour vivre d'expédients divers souvent avec moins de deux euros par jour (M) NIGERIA

* 6/7/2005 - Bien qu'encaissant une manne pétrolière conséquente, le Nigéria détient le record des déshérités avec 90 millions de personnes vivant avec moins de 1 euro par jour et l'aide internationale que le pays reçoit représente moins de 2 euros par an : 40 ans de dictature militaire a laissé une insurmontable situation de corruption et de violence. Certaines régions notamment pétrolières sur la côte sont en état de quasi sécession et rackettent les firmes pétrolières pour obtenir quelques retombées de la manne que s'approprient les dirigeants. (voir précédents bulletins) (L) EUROPE

*27/5/2005 - Un site web allemand propose des emplois dans ces termes : " Embauche développeur confirmé pour réaliser des tableaux de bord à 19 euros de l'heure. Qui dit moins ? " ce site baptisé " Jobdumping " propose ainsi des emplois au moins offrant. Ouvert en 2004 il a publié 8.000 offres d'emploi répartis en 1.200 catégories. Il s'agirait de " petits travaux " mais on ne voit pas pourquoi cette " pratique " ne s'étendrait pas à tous les emplois. En tout cas, le site projette d'étendre son activité à toute l'Europe. Il paraît qu'il n'y aurait aucun obstacle légal à ce qu'il exerce en France AFRIQUE DU SUD

*25/5/2005 - Malgré la misère, l'Afrique du Sud fait presque figure d'eldorado pour toutes les populations noires d'Afrique subsaharienne et même d'Asie. Un nombre croissant d'immigrés clandestins, chercheurs d'asile politique ou immigrés économiques envahissent notamment les faubourgs pauvres des villes créant des conflits avec leurs " frères noirs " presque aussi misérables qu'eux..Rien que du Zimbabwe voisin et sombrant dans le chaos, on compterait plus de 2 millions de clandestins. L'an passé, l'Afrique du Sud a expulsé 160.000 clandestins et les centres de rétention y prospèrent, souvent gérés par des sociétés privées " dans des conditions inhumaines, des abus physiques et des extorsions diverses " souligne une ONG humanitaire sud africaine (FT)

INDUSTRIES CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES

FINLANDE

*1/7/2005 - Grève des 24.000 ouvriers de l'industrie papetière (voir précédent bulletin). A cause de cette grève suivie immédiatement d'un lock-out et de la place de cette industrie dans le monde (15% de la production mondiale, second pays exportateur, 20 à 30% du marché), certains pays commençaient à manquer de papier (notamment les USA, Baltimore, principal port d'importation du papier a vu ce trafic chuter drastiquement avec conséquences pour les dockers et autres travailleurs ; c'est le papier toilette qui était le plus menacé dans l'immédiat). Comme nous l'avions indiqué, la crise du papier finlandais venait de la concurrence des pays, comme le Brésil, produisant, à cause du climat plus favorable, du bois à une cadence trois fois plus rapide qu'en Finlande et pouvant exploiter la main-d'œuvre à des taux de salaires imbattables. D'où les projets de modification en Finlande des conditions d'exploitation pour rendre l'appareil productif du papier plus rentable, dont l'utilisation maximale du capital fixe avec la suppression des jours fériés. Après un mois et demi, un accord a été conclu par le syndicat qui ouvre la porte à la sous-traitance, fait travailler les jours fériés et réduit le temps annuel de travail. Mais la menace d'un transfert des activités dans les pays compétitifs comme le Brésil reste suspendue et est même déjà amorcée. (FT, M, Baltimore Sun) FRANCE

*1/7/2005 - La direction ayant décidé de fermer définitivement la verrerie Sediver (isolateurs électriques à Saint-Yorre près de Vichy) alors qu'elle a déjà licencié plus de 200 travailleurs, deux cents gendarmes envahissent l'usine de bon matin pour éteindre les fours, privant de travail les 80 ouvriers restants. Ce sont des ouvriers polonais qui sont chargés de l'opération d'extinction et de démontage, les fabrications devant être transférées au Brésil et en Chine.(H)

LES PRATIQUES DU CAPITAL DANS L'EXPLOITATION DU TRAVAIL.

MONDE

* 20/6/2005 - " Outsourcing " ou " externalisation " , c'est, avec d'autres modalités ce qu'on appelait la sous- traitance.. Aucun secteur de production, de gestion, de transport et de distribution n'y échappe et is se déplacent au gré des intérêts mouvants du marché capitaliste et peuvent même se décliner en cascade et s'expatrier partout dans le monde. Une des dernière trouvailles pour diminuer les coûts est, pour un produit, la fourniture par le donneur d'ordre de tous les éléments nécessaires (économie d'échelle) à cette production à un négrier pourvoyeur du capital variable, ledit négrier étant recruté sur internet par une mise aux enchères de ce " travail " au moins offrant. D'après des évaluations peu fiables , 82% des grandes firmes occidentales " externalisent " et 51% externalisent à l'étranger. Selon ces mêmes estimations, plus de 2 millions de travailleurs seraient ainsi concernés. L'imbroglio est souvent tel pour le travailleur qui peut ainsi se voir trois ou plus patrons, sans savoir exactement pour qui il travaille. D'innombrables autres problèmes attendent le travailleur " sous-traité " ou " externalisé " : des conditions de travail et des salaires différents de celles et ceux qui font à ses côtés le même travail que lui ; sans compter l'insécurité et le trouble de ne pas savoir qui commande. (FT) INDE

*18/6/2005 - Les dangers : "les firmes indiennes prennent les techniques qu'ils ont apprises de l'externalisation et les utilisent pour développer leurs production à bas prix. .Si les firmes indiennes savent qu'elles peuvent faire de l'argent en fabriquant des produits de haute technologie à bas prix, cela leur donne une plate forme incroyable pour une globalisation mondiale...La Chine fait déjà cela. (NYT) *27/6/2005 - Un autre aspect non prévu du développement de cette expertise est le détournement des données informatiques secrètes à des fins de fraude financières. Un exemple récent de vente de renseignement concernant des comptes bancaires (entre 2.000 et 200.000, on ne sait pas trop car personne n'a intérêt à ébruiter l'affaire) a montré la vulnérabilité de l'externalisation et la réaction de classe des exploités devant l'énormité des sommes transitant virtuellement entre leurs mains notamment eu égard à leur conditions d'exploitation et de vie en Inde. (FT) *8/7/2005 - Ces conditions tant sur le lieu de travail que dans les répercussions sur la vie familiale et dans le décalage des culture entraîne non seulement le stress bien connu du surtravail mais aussi les troubles psychologiques résultant tant de ce qui est imposé aux opérateurs d'avoir à singer " pour faire plus vrai " le langage et la culture d'un pays situé à des milliers de kilomètres, que les sollicitations de la société de consommation à laquelle les salaires relativement plus élevés que la moyenne du pays donne accès et que les heurts qui résultent de cet ensemble avec les cultures traditionnelles enserrées dans la rigidité des familles. Les hôpitaux psychiatriques connaissent ainsi un afflux de jeunes de ces centres délocalisés presque uniquement le samedi car les intéressés cachent leurs troubles aux patrons comme aux familles. Les patrons ne s'en soucient guère puisqu'une foule de nouvelles recrues toutes aussi qualifiées se pressent pour remplacer ceux qui , travailleurs jetables, ont été " usés " au bout de quelques années (FT) MONDE

* 19/4/2005 - Le problème du stress et de ses conséquences psychiques et physiques est, dans les pays européens une cause de l'augmentation récente de l'absentéisme. Cela , bien sûr est la conséquence des pressions diverses sur le temps de travail, la cadence de travail et la chasse persistante aux temps mort , le tout sur l'autel de la productivité . Dans la panoplie des pays européens, seuls, l'Autriche et l'Irlande ont des taux inférieurs à la Grande- Bretagne ; les autres pays ont des taux supérieurs mais différemment,, le Portugal, l'Italie et la Belgique ont plus de courtes absences alors que la Hollande, la Suède et la France ont de longues absences. Les firmes cherchent des " solutions " qui vont de la répression , de la récompense et à des " entraînements " au stress ; d'autres tentent de faire des sélections à l'embauche en fonction de leur résistance à la tension du travail. Toujours est-il que , comme d'habitude, des sociologues flanqués de psy et autres " déstresseurs " sont lancés pour tenter de réduire cet absentéisme nuisible à la productivité. Aucun

bien sût ne conseillera la fin de l'exploitation du travail (FT) FRANCE

* 25/5/2005 - Endiguer le lutte de classe, c'est déjà faire peur. Il y a d'abord la menace du licenciement si l'on ne suit pas strictement les ordres et si on n'accomplit pas les tâches fixées. Mais dans une action collective comme la grève, cela ne peut plus s'appliquer. Alors c'est la peur de la violence policière qui prend le relais, qui tente de rétablir le rapport de forces en faveur des dirigeants et permettre éventuellement des sanctions. C'est ce qui est apparu récemment par exemple au centre de tri de Bègles. Les poursuites engagées contre quatre militants de l'ex-ACT à Angers (voir précédents bulletins), pour des faits (occupation d'une filiale de Bull lors de la fermeture d'ACT et du licenciement de 600 travailleurs) qui se sont déroulés le 22 avril 2003, témoignent de la volonté de l'ensemble des pouvoirs d'instaurer un mur de la peur devant la montée possible des conflits sociaux en raison de la détérioration des conditions de travail et de vie. La seule réponse est le rétablissement d'un rapport de forces par une action déterminée et unie contre toute tentative d'intimidation de cette sorte ©

Plus de 2 millions de travailleurs en France sont exposés à des cancérigènes (70% sont ouvriers) : gaz d'échappement de diesels, huiles minérales utilisées dans les usinages et le traitement des métaux, poussières de bois ou de silice,...40% des exposés " n'ont aucune protection. (M)
NICARAGUA

27/6/2005 - Cancer, maladies de peau, fausses couches à répétition, malformations congénitales, etc... tel est le sort de plus de 20.000 familles paysannes qui ont manipulé sans précautions ou protections dans les bananeraies des trust fruitiers américains, un insecticide, le Nemagon. Aujourd'hui, trente ans après, les victimes, après des actions plus ou moins radicales ont réussi à faire prendre en charge leurs frais médicaux par l'Etat mais pas du tout à faire rendre gorge aux trusts américains. Le Nemagon, connu pour sa dangerosité dès 1958 a été interdit aux USA en 1977 mais continue d'être utilisé par les mêmes firmes meurtrières dans le monde entier. (L)

LUTTES GLOBALES

IRAK

*août 2005 - 1.000 manifestants protestent pacifiquement à Samawah, ville du sud, devant les bureaux du gouvernement pour l'amélioration des fournitures d'eau et d'électricité et la fin du chômage. La police ouvre le feu : un tué, 75 blessés. Le gouvernement fantoche envoie un médiateur pour calmer la colère publique. (S) GRECE

*24 /6/ 2005 - Une nouvelle journée de grève générale contre les réductions de salaires et la réforme du système de retraites alors que les travailleurs des banques sont en grève totale depuis deux semaines et que les dockers poursuivent des actions répétées (SW) EQUATEUR

*10/8/2005 - Dans les deux provinces d'Amazonie de Sucumbios et d'Orellana, les habitants occupent 200 puits de pétrole et deux aéroports pour que les sociétés pétrolières embauchent des travailleurs locaux et financent des travaux d'intérêt général, requérant un partage plus équitable des recettes pétrolières encaissées par l'Etat : l'Etat décrète l'état d'urgence dans les deux provinces et envoie l'armée pour récupérer les puits. (M)

METALLURGIE

GRANDE-BRETAGNE

*10/9/2005 - Rolls Royce, usine de Bristol - (voir précédent bulletin sur une grève sauvage de trois jours du secteur test de l'usine ayant fait lever les sanctions contre deux travailleurs de l'équipe de

nuît). C'est maintenant le délégué, shop steward de cet atelier qui est sanctionné sous des prétextes divers, mais en fait pour avoir initié la grève sauvage, c'est-à-dire sur le point - non avoué - qu'il suit de trop près les revendications de la base. Les 94 ouvriers du secteur test de l'usine de Bristol sont en grève illimitée depuis trois semaines. Des grèves sauvages de solidarité n'ont pas réussi à la faire réintégrer ; elles ont cessé et ne se sont pas étendues sous la pression syndicale qui impose les " voies légales " pour obtenir cette réintégration. Ce n'est pas, comme le prétendent les dirigeants, une bataille pour le " droit syndical " mais pour contraindre l'appareil syndical à ne pas suivre les mouvements sauvages et à " discipliner " les travailleurs en canalisant les conflits dans les procédures légales dinnant pouvoir à la bureaucratie syndicale. (SW) BELGIQUE

*23 juin 2005 - Caterpillar : une grève de 24 h de près de 4.000 travailleurs (20% en CDD ou précaires) contraint à une reprise des négociations et à la signature d'un préaccord sur une prime de 675 euros, la tranformation de 200 CDD et une augmentation de 5,7 % (S)

MONDIALISATION DE LA MANIPULATION

GRANDE-BRETAGNE

*30/6/2005 - Ce que l'on ne dit jamais quand tous les suppôts du capital en France vantent le " modèle britannique ". Avant tout les ressources pétrolières (le Royaume Uni étant exportateur de brut et les recettes non seulement renflouent le budget mais comptent dans l'évaluation du PIB ; une estimation récente évalue les seules recettes budgétaires pétrolières en 2004 à 11 milliards d'euros et l'envolée du prix du brut renflouera encore plus ces recettes tout comme dans un pays arabe). Côté production les chiffres donnent une vision différente : entre juin 1997 et fin 2004, alors que la France et l'Allemagne n'ont abandonné qu'entre 5 et 6% de leurs emplois industriels, le Royaume Uni a connu une chute de 22% et cela donne une mesure de l'affaiblissement de ce secteur. Depuis 2.000, l'emploi privé ne s'est accru que de 300.000 alors que de 1997 à 2.000 il avait augmenté de 900.000. Et cette chute de l'emploi doit être relativisée : fort du fric pétrolier, le gouvernement a pu déverser de l'argent sur les secteurs publics qui avaient été abandonnés depuis l'ère Thatcher et menaçaient de s'effondrer (santé, école, transports, etc...). Mais cette manne, au lieu d'accroître le nombre des travailleurs de l'Etat ou des collectivités a surtout profité au secteur privé en raison de la sous-traitance généralisée : entre 2000 et 2003, 550.000 emplois privés ont été ainsi créés avec le fric distribué au " secteur public " et cela s'est encore accru dans la période récente (on doit souligner qu'une bonne partie de ces emplois sont des emplois précaires totalement dérégulés qui gonflent artificiellement le taux de l'emploi). Il y a eu ainsi un élargissement de la sous-traitance au privé : alors que celle-ci ne concernait que les " cols bleus " (nettoyage, restauration, ramassage des ordures), elle s'est étendue aux " cols blancs " et aux techniciens de l'informatique et dans les dernières années aux écoles, aux centres de soins, aux firmes de consultants. Par exemple, une firme Tribal emploie 2.000 travailleurs et reçoit 337 millions d'euros de l'Etat pour fournir du personnel hospitalier hors urgences jusqu'au remplacement des DRH. En 2005, la sous-traitance - services publics - représente 21% des dépenses publiques et devrait en représenter 26% en 2007. Cela signifie que le faible taux de chômage et la croissance de l'emploi ne sont nullement comme on essaie de nous le faire croire le résultat d'un secteur privé en pleine expansion à cause de la dérégulation du marché du travail et d'exemptions fiscales. Mais qu'elle se réfère aux bonnes vieilles recettes keynésiennes tout à fait circonstancielles et qui n'auront, comme précédemment, qu'un temps -FT) UNION EUROPEENNE

*22/2/2005 - Corrélation : de 2001 à 2004, le taux de chômage est monté de 8% à 8,9% (19 millions fin 2004). Dans la même période, le coût de la main-d'œuvre qui augmentait de 4,25% en 2001, n'augmente plus que de 2,4% fin 2004 (les plus faibles hausses annuelles dans beaucoup de pays, à comparer avec la hausse du coût de la vie) (M) (cette perte de pouvoir d'achat, rien que pour la France est évaluée à près de 8% depuis 1978 © Selon une étude du CERC (Connaissance de

l'emploi, des revenus et des coûts) " la condition salariale est aujourd'hui comparable à ce qu'elle était il y a un demi-siècle " (L) MONDE

*septembre 2005 - Les mines anti personnel sont en principe interdites, mais pas les bombes à fragmentation qui dispersent chacune 42 petites bombes dans un rayon de 200m. 13.000 ont été utilisées en Irak. Raffinement : elles sont enveloppées dans du plastique de même couleur que les largages de nourriture des ONG (Réseau Solidarité)

SANTE

GRANDE-BRETAGNE

18/6/2009 - 500 travailleurs non médicaux (restauration, blanchisserie, nettoyage) de l'hôpital Fazakerley de Liverpool, tous salariés d'un sous-traitant Initial Hospital Services, en grève 48 h. pour obtenir la parité de leurs salaires avec ceux employés directement par l'hôpital. Ils ne gagnent que 4,85 £ de l'heure contre 6,06 £ . Le gouvernement Blair a bien tenté de faire face aux revendications concernant la généralisation de ce système en édictant que les paies devraient être similaires pour tous les salariés effectuant le même travail, mais cela ne s'applique qu'aux nouveaux entrants ; c'est la résurgence de ce que l'on appelle le " two-tier system " qui accentue encore plus les divisions sur le lieu de travail (SW)

SERVICES PUBLICS

AFRIQUE DU SUD

*août 2005 - 180.000 travailleurs municipaux en grève illimitée pour les salaires s'affrontent avec la police qui tire des balles caoutchouc et des grenades offertes : 49 arrestations (SW) GRANDE BRETAGNE

* 31/8/2005 - Deux jours de grève des 2.000 agents territoriaux de Sefton (Liverpool) pour obtenir la réintégration de deux activistes syndicaux. Cette grève fait suite à une première grève de 24 h le 9 août qui avait obtenu la réintégration de 4 shop stewards. Mais deux autres restent suspendus dans l'attente d'une comparution en vue de licenciement pour " mauvaise conduite ". Le conflit initial porte contre des projets de privatisation. (SW) FRANCE

*27/6/2005 - Lors du mouvement enseignant du printemps 2003, un recul du gouvernement, pour faire croire à des concessions, avait consisté à ne décentraliser que les TOS (Techniciens Ouvriers de Services) pour les faire changer de patrons, au lieu de l'Etat, les conseils généraux et régionaux. Outre que nombre de départements ont refusé de s'occuper de ce transfert, en Indre-et-Loire, 420 TOS doivent être pris en charge par le conseil général, mais c'est le flou le plus total et les intéressés ne savent pas trop ce qu'il adviendra d'eux. Une convention liant collèges et département devrait fixer pour deux ans leurs conditions de travail avec des avenants propres à chaque collège... (Nouvelle République)

TEXTILE-CONFECTION

BANGLADESH

*11/4/2005 - Ce jour-là, entre 200 à 400 travailleurs oeuvrent à 1h du matin dans l'usine Spectrum (Savar, nord ouest de la capitale Dacca) lorsque celle-ci s'écroule ; 74 tués, 200 blessés. Corruption,

malfaçons et ignorance d'alertes. Ces travailleurs étaient exploités 7 jours pour 700 takas mensuels (10 euros). Les accidents mortels ou très graves étaient fréquents. Suite à l'effondrement de l'usine, 5.000 travailleurs sont sans emploi .et ne toucheront pas leurs arriétés de salaires pas plus que les familles ou les blessés seront indemnisés. Carrefour était un des principaux clients de cette usine (T-shirts). Le Bangladesh avait fourni en 2004 39 millions de pièces textiles à la multi de la distribution. La firme propriétaire de l'usine Spectrum avec 9 autres usines du pays, le groupe Shahriyar Fabric Industry Ltd avait obtenu en 2002 dans le cadre de la " moralisation " du commerce avec le tiers-monde le score " bon " lors d'un audit social. (Réseau Solidarité) ETATS-UNIS

*21/5/2005 - Quand la Chine continentale concurrence la Chine de New York/Chinatown jusqu'à récemment très prospère dans la confection grâce à ses ateliers plus ou moins clandestins exploitant durement les coreligionnaires sombre totalement sous la concurrence : les patrons se convertissent en intermédiaires pour la vente de textiles chinois et les Chinois de New York doivent aller voir ailleurs. (Washington Post)

TOURISME - RESTAURATION

FRANCE

*20/7/2005 - Après 5 jours de grève les travailleurs d'un restaurant de la chaîne Pizza Hut de Paris reprennent le travail après satisfaction de leurs revendications sur les conditions de travail (notamment des travaux de climatisation) et le paiement de 90% des jours de grève ©

*5/9/2005 - 40 travailleurs sur 50 d'Avenance à Lyon, filiale du groupe de restauration collective Elior ont fait grève du 3 au 13 juin mais ont dû reprendre le travail sans avoir rien obtenu de leurs revendications essentiellement de salaires. Deux d'entre eux sont menacés de sanctions pour avoir bloqué le 9 juin la cuisine centrale et les camions de livraison. Discussions par les canaux syndicaux pour les annuler ou les adoucir. (C)

TRANSPORTS AERIENS

ETATS-UNIS

* 6/9/2005 - Depuis le 20/8/2005, les mécaniciens de Northwest Airlines sont en grève contre des coupes importantes dans les salaires et conditions de travail.. La firme tente de les remplacer par des travailleurs temporaires et des critiques se font jour que les règles de sécurité dans la maintenance ne seraient pas respectées. ©

TRANSPORTS MARITIMES

FRANCE

*7/9/2005 - Une grève des remorqueurs Abeille dans le port du Havre veut stopper la fin du quasi-monopole du groupe Bourbon de remorquage dans tous les ports français qui autorise l'installation dans ce port du groupe hollandais Kotug ce qui entraînerait la suppression de 60 à 70 emplois sur 180 actuellement © ESPAGNE

6/9/2005 - grève de 48 h dans le port de Barcelone dont tous les accès sont bloqués contre la

privatisation progressive du port , secteur par secteur. L'externalisation a fait tomber le nombre des travailleurs, dockers et autres de 560 à 400. ©

TRANSPORTS TERRESTRES GRANDE BRETAGNE

* 3/8/2005 - 300 conducteurs de Lothian Region (Ecosse, région d'Edimbourg) se mettent en grève sauvage suite à des manoeuvres patronales autour de discussions de salaires (ils avaient déjà fait grève antérieurement- légalement- une journée et un week-end, sans effet) : ils larguent les passagers dans la nature et rentrent directement au dépôt. Le leader syndical les persuade de reprendre le travail alors qu'un vote permet de reprendre la grève illimitée - légale - mais le syndicat T&G suspend la grève projetée et recommande l'acceptation des propositions patronales (9,50 £ de l'heure pour 2 ans (salaire annuel d'un chauffeur sans heures sup 15.000£, 22.000 euros)
(SW) FRANCE

* 21/6/2005 -Grève perlée de tous les travailleurs de Fil Bleu, société gérant tous les transports publics de Tours, pour les conditions de travail et les salaires (Nouvelle République)